



Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
Council of Ministers of Education, Canada

RAPPORT DE LA DÉLÉGATION

Hauts responsables de l'éducation des pays de l'OCDE

Copenhague, Danemark — 22-23 septembre 2005

M^{me} Rachel Bard, chef de la délégation
Sous-ministre
Ministère de la Formation et
du Développement de l'Emploi
Nouveau-Brunswick

M. Raymond Théberge
Directeur général
Secrétariat du CMEC

M. George Molloy
Directeur, Programmes internationaux et Projets spéciaux
Secrétariat du CMEC

1. Lors de sa réunion du mois d'avril 2005, le Comité de l'éducation a convenu de tenir une réunion des hauts responsables de l'éducation les 22 et 23 septembre 2005, à Copenhague au Danemark.
2. La réunion s'est articulée autour des préoccupations naissantes en matière de politiques des pays et a permis aux hauts responsables de l'élaboration des politiques de l'éducation nationaux de discuter entre eux. La discussion assistera la Direction de l'éducation de l'OCDE dans le cadre de l'élaboration de ses programmes de travail au cours des trois à cinq prochaines années et, plus particulièrement, pour la biennale de 2005-2008.
3. Le président de la réunion, M. Niels Preisler, secrétaire permanent du ministre de l'Éducation danois, préparera un compte rendu de la réunion (rapport du président), dont un exemplaire pourra être obtenu sur demande auprès du Secrétariat du CMEC dès que le rapport sera disponible. Tous les documents préparés pour la réunion peuvent également être obtenus sur demande auprès du Secrétariat du CMEC. Les documents suivants sont disponibles :
 - *Emerging Education Policy Issues in OECD Countries*, EDU(2005)7 et *addendum (country input)*, EDU(2005)7/ADD1 (en anglais seulement)
 - Objectifs stratégiques, principales questions et lignes d'action politiques, EDU(2005)8
 - *Progress and Output Results of the Programme of Work of the Directorate for Education, 2002 to 2006*, EDU(2005)9 (en anglais seulement)
4. Les représentantes et représentants de 31 pays membres de l'OCDE, de la Commission européenne, de quatre pays ayant le statut d'observateur ainsi que du Conseil de l'Europe ont participé à la réunion. M. Bertel Haarder, ministre danois de l'Éducation et de l'Enseignement religieux, a ouvert la réunion.
5. D'après les commentaires reçus du Canada et de 24 autres pays de l'OCDE, le Secrétariat de l'OCDE a identifié ce qui selon lui sont les points les plus importants. Ils ont été organisés en fonction de trois vastes sujets autour desquels la discussion s'est articulée :
 - Qualité, équité, efficacité
 - Apprentissage tertiaire et le défi de l'emploi
 - Défis liés à la mondialisation
6. Comme on pouvait s'y attendre (et ceci est clairement apparu pendant la réunion), plusieurs questions ont été soulevées. Il a été noté que dans les documents préparés par le Secrétariat de l'OCDE d'après les commentaires émanant des pays participants, plusieurs des questions de politiques identifiées n'étaient pas nouvelles. Certaines, cependant, l'étaient et valaient la peine d'être soulignées, par exemple :
 - Élargir le rôle traditionnel de l'enseignement postsecondaire pour tenir compte des nouveaux besoins économiques et sociétaux (République tchèque)
 - Raccourcir et centrer le cheminement des jeunes au sein du système éducatif grâce à des mesures d'encouragement et à la mise en œuvre de nouvelles incitations (Danemark)

- Diminuer l'âge moyen d'obtention du diplôme afin de permettre l'entrée dans le monde du travail à un plus jeune âge (Danemark)
 - Élaborer un programme d'études afin d'optimiser l'efficacité des transitions école-emploi (Belgique flamande)
 - Rendre l'éducation initiale plus intensive pour accélérer les transitions école-emploi et augmenter le taux d'emploi (Finlande)
 - Dispenser au moins un enseignement secondaire de deuxième cycle à presque tout le groupe d'âge concerné (Suisse, Finlande)
 - Comprendre la dynamique du changement au sein des systèmes d'enseignement (Nouvelle-Zélande)
 - Augmenter la diversité des fournisseurs, à l'aide des ressources des organismes privés, publics et bénévoles (Royaume-Uni)
 - Comblent l'écart en matière de compétences entre les principaux partenaires de l'OCDE (Royaume-Uni)
7. Les hauts responsables de l'éducation ont tenu une première réunion en février 2003. Ces discussions ont, entre autres, conduit à l'élaboration d'un programme de travail sur l'enseignement fondé sur six objectifs stratégiques :
- a) Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie et améliorer les liens à la société et l'économie
 - b) Évaluer et améliorer les résultats de l'éducation
 - c) Promouvoir la qualité dans l'enseignement
 - d) Repenser l'enseignement postsecondaire dans le contexte de l'économie mondiale
 - e) Renforcer la cohésion sociale au moyen de l'éducation
 - f) Construire de nouveaux avenir pour l'éducation
8. Dans le cadre de la documentation de la réunion de Copenhague, le Secrétariat de l'OCDE a mis en avant les principaux points abordés sous chacune des six catégories depuis la création de la Direction de l'éducation et a identifié des « lignes d'action politiques » qui peuvent être dérivées de diverses analyses, études et divers examens [EDU(2005)8]. La plupart des personnes déléguées ont trouvé l'exercice utile, bien que certaines aient estimé que la liste des lignes d'action politiques était trop longue et pas toujours fondée clairement sur les faits (R.-U.), et que cette liste serait utile afin de centrer la discussion mais pas pour élaborer des recommandations concernant les mesures à prendre (Irlande).
9. Au cours de la première partie de la discussion, la nécessité d'établir un lien plus fort entre la politique et les autres secteurs des politiques sociales et économiques est revenue souvent (É.-U., Australie, Irlande).
10. La chef de la délégation canadienne a souligné l'importance de l'éducation et du développement économique et a fait référence à la réunion prévue des ministres provinciaux et territoriaux du Canada responsables de l'enseignement postsecondaire, des finances et du marché du travail, le 6 octobre, en tant qu'exemple de collaboration intersectorielle et de planification au Canada.

11. Dans les discussions menées par l'Espagne relatives à la qualité, l'équité et l'efficacité, les points suivants ont été mentionnés plusieurs fois :
 - L'impact positif du PISA comme moteur de changement et dans le cadre de l'élargissement du débat sur la qualité et l'équité
 - L'importance des questions relatives à l'immigration et à la migration des personnes
 - L'importance d'une force enseignante bien formée
 - Le besoin de personnaliser le processus éducatif afin d'attiser l'intérêt des apprenantes et apprenants et de créer une soif de l'apprentissage
 - Le défi relatif aux rapports avec le personnel enseignant (questions de travail et questions professionnelles)
 - L'éducation des autochtones

12. L'Australie a indiqué qu'elle était prête à organiser une réunion sur l'éducation des autochtones et a invité les pays ayant des intérêts similaires (Canada, Mexique, États-Unis, Nouvelle-Zélande et Chili) à prendre part au débat. Cette proposition de l'Australie pourrait bien s'intégrer aux priorités du CMEC et pourrait permettre de donner une dimension internationale au Plan d'action du CMEC sur l'éducation des Autochtones.

13. La chef de la délégation canadienne a mené la discussion sur l'apprentissage tout au long de la vie et l'emploi. Elle s'est inspirée d'exemples tirés des activités du CMEC (alphabétisation et les importants avantages sociaux et économiques associés à des programmes de formation scolaire de qualité) et des besoins en matière d'apprentissage des Autochtones, des personnes handicapées, des immigrantes et immigrants (faisant référence à l'Australie, l'Irlande, Israël et la Corée).

14. La chef de la délégation a également parlé des besoins de la main-d'œuvre en matière d'apprentissage ainsi que de ceux des personnes sans emploi et sous-employées en citant des exemples de préoccupations politiques en Australie, au Danemark et en Allemagne.

15. En démontrant la nécessité d'une collaboration entre les secteurs de l'éducation et du marché du travail, M^{me} Bard a donné l'exemple canadien du Forum des ministres du marché du travail et a souligné six domaines prioritaires qui constituent le projet d'entente-cadre canadien sur la main-d'œuvre :
 - Alphabétisation et compétences essentielles
 - Formation en apprentissage
 - Formation sur les lieux de travail
 - Groupes sous-représentés
 - Immigration
 - Développement de la main-d'œuvre autochtoneElle a fait remarquer que plusieurs pays partageaient les mêmes priorités — Mexique, Estonie, Royaume-Uni et Hongrie entre autres.

16. Par une référence directe aux discussions précédentes, elle a souligné que les autorités canadiennes de l'éducation se préoccupaient toutes du développement d'une culture de l'apprentissage pour toutes les citoyennes et tous les citoyens ainsi que de l'importance

d'établir des partenariats de carrière significatifs permettant de relier l'éducation et la formation professionnelle au monde du travail.

17. À l'instar du premier sujet de discussion, un éventail important et varié de questions a été identifié, au sein duquel figurait le défi de garantir que la main-d'œuvre adulte a la possibilité d'approfondir son éducation et sa formation en vue de répondre aux besoins futurs du marché du travail.
18. Bien que les pays aient accordé une emphase différente à l'éventail de questions de politiques identifiées, il est apparu clairement que la formation professionnelle et technique faisait l'objet d'une attention soutenue dans les pays membres. À plusieurs reprises, il a été demandé à l'OCDE de faire plus en ce qui a trait à l'organisation d'activités permettant aux membres de partager leurs expériences et nouvelles pratiques relatives à leur secteur particulier.
19. Le Japon a présenté le sujet de discussion sur la mondialisation et a souligné l'impact des migrantes et migrants sur les systèmes éducatifs du pays receveur et le défi connexe de garantir que nos systèmes éducatifs sont inclusifs. Le Japon a suggéré que concentrer notre attention sur l'éducation multiculturelle était crucial afin d'assurer cohérence sociale et prospérité à l'ère de la mondialisation.
20. La chef de la délégation canadienne a proposé que l'OCDE joue un rôle fondamental de carrefour de renseignements sur les nouvelles pratiques relatives aux questions de mobilité et de socialisation des nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants.
21. Une personne déléguée a suggéré que l'intérêt de certains pays s'éloignait du recrutement des étudiantes et étudiants étrangers pour se rapprocher des nouveaux systèmes de prestation.
22. La discussion a été conclue par le directeur de la Direction de l'éducation qui a rappelé aux participantes et participants qu'un compte rendu de la réunion sera préparé et leur sera remis. Une fois finalisé le rapport sera soumis aux organismes dirigeants des divers volets d'activités de l'OCDE relatives à l'éducation afin qu'ils puissent l'utiliser dans le cadre de l'élaboration de leur programme de travail.
23. Observations/réflexions de la délégation canadienne ci-dessous :
 - Les hôtes danois se sont montrés très agréables et généreux quant aux dispositions prises pour la réunion.
 - Solliciter les autorités de l'éducation sur les questions naissantes en matière de politiques était un exercice intéressant et la documentation préparée par le Secrétariat de l'OCDE constitue une excellente référence.
 - La portée et la diversité des questions identifiées étaient bien trop variées pour permettre une discussion significative dans les délais impartis.
 - Le temps alloué à la discussion était beaucoup trop bref, remettant ainsi en question la logique de rassembler de hauts responsables venant de très loin (dans certains cas) pour un temps de discussion si court.

- Moins de dialogue réel que de lecture de textes préétablis.
- Il est nécessaire d'accorder davantage d'attention à la planification afin de pouvoir orchestrer des occasions permettant aux hauts responsables d'interagir socialement.
- Les priorités du CMEC correspondent très étroitement aux intérêts d'une majorité des pays de l'OCDE et offriront la possibilité aux autorités canadiennes d'étoffer et d'apprendre des activités de l'OCDE dans ce domaine.